

L'Humanité Magazine

"...la France s'honorerait à rappeler les principes du droit international régulièrement violés par l'Azerbaïdjan, à l'instar de l'épisode de la fermeture du corridor de Latchine, qui a entraîné « *des conséquences humanitaires dévastatrices pour les populations civiles* », avait souligné l'ONU juste avant la reprise du Haut-Karabakh par la force.

Ensuite, en refusant de s'aligner sur la légitimité prétendue de Bakou et la politique du fait accompli comme Paris a su le faire pour l'invasion russe en Ukraine, ce qui implique de ne pas reconnaître la souveraineté du régime azéri sur le territoire de l'enclave autonome de l'Artsakh.

Enfin, en saisissant l'ONU..."

source : B.F.

photo : D.R.